

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203462]

23 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la Partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement en ce qui concerne la désignation d'agents constatateurs en matière de sols, de pesticides, d'agriculture et de pêche fluviale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.139, 4^o, D.140, §§ 1^{er} et 2, alinéa 2, 3^o, et D.159, § 1^{er}, alinéa 4;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales en date du 17 juin 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 juillet 2015;

Vu l'avis 59.274/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juin 2016;

Considérant le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.390, D.396 à D.398;

Considérant qu'il y a lieu de compléter les habilitations de certains agents de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement à rechercher et constater les infractions aux dispositions du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et à ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016; que ce décret a en partie modifié le cadre répressif en matière de pêche; que, pour éviter toute controverse quant à la compétence des agents du Département de la Nature et des Forêts et du Département de la police et des contrôles, il apparaît nécessaire de confirmer leur compétence à agir en qualité d'officiers de police judiciaire pour cette matière; que cette confirmation doit intervenir le plus rapidement possible pour éviter toute insécurité juridique et palier à l'absence éventuelle de poursuites dans ce domaine;

Considérant par ailleurs que dans un souci de simplification des procédures, il y a lieu de généraliser cette qualité d'officier de police judiciaire à toutes les matières pour lesquelles ils sont compétents;

Considérant qu'il y a lieu également de confirmer leur compétence quant à la réglementation sur les pesticides, dans laquelle ils sont déjà compétents en application de la loi sur la conservation de la nature;

Considérant enfin qu'il y a lieu de les autoriser à prélever des frais bancaires inhérents à la transaction lorsque le contrevenant fait le choix d'un mode de paiement électronique pour la perception immédiate;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et du Ministre de l'Agriculture, de la Nature et de la Ruralité;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.87 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 9 février 2012, du 24 octobre 2013 et du 5 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 9^o est abrogé;

b) au 13^o, les mots "d'environnement, pour ce qui concerne les dispositions visées par ou en vertu de l'article D.155bis, et en matière" sont insérés entre les mots "en matière" et les mots "de protection et de bien-être des animaux", et il est complété par les mots ", et en matière d'agriculture";

c) le 14^o est remplacé par ce qui suit :

« 14^o le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols; »;

d) il est complété par les 15^o, 16^o et 17^o rédigés comme suit :

« 15^o le Code wallon de l'Agriculture;

16^o le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

17^o les arrêtés d'exécution des lois et décrets visés aux 1^o à 10^o, 12^o, 14^o, 15^o et 16^o dans la mesure où les matières qu'ils régissent relèvent de la compétence de la Région. »

Art. 2. L'article R.88 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.88. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant au Département de la Ruralité et des Cours d'Eau sont chargés de rechercher et de constater les infractions :

1^o à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2^o visées à l'article D.397, § 4, du Code wallon de l'Agriculture;

3^o aux arrêtés d'exécution de la loi et de l'article visés aux 1^o et 2^o. »

Art. 3. L'article R.89 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.89. Les agents forestiers et les préposés forestiers, visés à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au département de la nature et des forêts, ainsi que les agents de la Direction de l'Anti-braconnage et de la Répression des pollutions du Département de la police et des contrôles, sont chargés de rechercher et de constater les infractions :

1^o à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2^o au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

3° aux arrêtés d'exécution de la loi et du décret visés aux 1° et 2°. ».

Art. 4. Dans la Partie VIII, Chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré un article R.89bis rédigé comme suit :

« Art. R.89bis. Le personnel statutaire ou contractuel des services du Gouvernement wallon qui a la qualité de garde forestier en application de l'article 56 du Code forestier du 15 juillet 2008, recherche et constate en qualité d'officier de police judiciaire l'ensemble des infractions qu'il peut rechercher et constater en vertu de l'article D.140, § 1^{er}, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, du Code forestier et de la loi du 28 février 1882 sur la chasse. »

Art. 5. L'article R.90 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.90. Les agents forestiers et les préposés forestiers, visés à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au département de la nature et des forêts, sont chargés de rechercher et de constater les infractions :

1° à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2° à la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

3° à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en zone non destinée à l'urbanisation au sens de l'alinéa 2 de l'article 25 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

4° au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

5° au Code de l'Environnement, en ce compris le présent Livre et le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

6° au décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

7° aux arrêtés d'exécution des lois, décrets et codes visés au 1° à 6°. »

Art. 6. L'article R.93ter du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les agents visés à l'alinéa 1^{er} sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions prévues aux articles D.396, 1° et 2°, D.397 et D.398 du Code wallon de l'Agriculture. ».

Art. 7. Dans la Partie VIII, Chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré un article R.93quater rédigé comme suit :

« Art. R.93quater. Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant au Département des Aides et ceux appartenant au Département de l'Agriculture sont chargés de rechercher et de constater les infractions visées à l'article D.396, 3°, du Code wallon de l'Agriculture. »

Art. 8. Dans l'article R.94 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 2015, l'alinéa 2 est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - la législation agricole. »

Art. 9. Dans l'article R.110, 6°, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 et du 17 décembre 2015, les mots "à la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale" sont remplacés par les mots "au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques".

Art. 10. Dans la Partie VIII, Chapitre IV, du même Code, il est inséré un article R.112bis rédigé comme suit :

« Art. R.112bis. Le paiement par terminal de paiement électronique peut être proposé à toute personne. En cas de paiement par carte de crédit, les frais bancaires supplémentaires de la transaction sont mis à charge du contrevenant. »

Art. 11. Dans l'article R.114 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier tiret, les mots "et R.93ter" sont remplacés par les mots ", R.93ter et R.93quater";

2° au deuxième tiret, les mots "et R.93ter" sont remplacés par les mots ", R.93ter et R.93quater".

Art. 12. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 insérant une partie VIII dans la partie réglementaire du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

Art. 13. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Agriculture, de la Nature et de la Ruralité sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203462]

23. JUNI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches betreffend die Benennung von feststellenden Bediensteten für die Bereiche Boden, Pestizide, Landwirtschaft und Flussfischerei

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.139 Ziffer 4, Artikel D.140 § 1 und § 2 Absatz 2 Ziffer 3, und Artikel D.159 § 1 Absatz 4;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 17. Juni 2015;

Aufgrund der am 15. Juli 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 12. Mai 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.274/4;

Aufgrund des am 17. Juni 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Juni 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In Erwägung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.390, D.396 bis D.398;

In der Erwägung, dass die Ermächtigungen bestimmter Bediensteten der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt bezüglich der Ermittlung und Feststellung von Verstößen gegen die Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung und seiner Ausführungserlasse zu ergänzen sind;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen am 1. Januar 2016 in Kraft getreten ist; dass dieses Dekret den strafrechtlichen Rahmen im Bereich der Fischerei abgeändert hat; dass es als notwendig erscheint, die Befugnis der Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Polizei und Kontrollen, als Gerichtspolizeioffiziere in diesem Bereich zu handeln, zu bestätigen, um mögliche Missverständnisse bezüglich ihrer Befugnis zu vermeiden; dass diese Bestätigung so früh wie möglich stattfinden soll, um jegliche rechtliche Unsicherheit zu vermeiden und dem eventuellen Fehlen von Verfolgungen in diesem Bereich entgegenzuwirken;

In der Erwägung, dass es zwecks der Vereinfachung der Verfahren andererseits wichtig ist, diese Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier auf alle Bereiche, für die sie befugt sind, zu verallgemeinern;

In der Erwägung, dass es ebenfalls gilt, ihre Befugnis im Bereich der Regelung über die Pestizide, in welchem sie in Anwendung des Gesetzes über die Erhaltung der Natur schon über Befugnisse verfügen, zu bestätigen;

In der Erwägung schließlich, dass ihnen erlaubt werden sollte, die mit dem Zahlungsvorgang verbundenen Bankgebühren zu erheben, wenn sich der Zuwiderhandelnde zwecks der sofortigen Erhebung für eine elektronische Zahlung entscheidet;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt und des Ministers für Landwirtschaft, Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R.87 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2012, 24. Oktober 2013 und 5. Februar 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 9 wird aufgehoben;

b) Ziffer 13 wird durch Folgendes ersetzt: "13° die europäischen Verordnungen und Entscheidungen im Bereich der Umwelt, was die Bestimmungen nach oder kraft Artikel D.155bis betrifft, und im Bereich des Schutzes und des Wohlbefindens der Tiere und im Bereich der Landwirtschaft;"

c) Ziffer 14 wird durch Folgendes ersetzt:

"14° das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung;"

d) der Artikel R.87 wird um die Ziffern 15, 16 und 17 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«15° das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

16° das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

17° die Ausführungserlasse der Gesetze und Dekrete, die unter den Ziffern 1 bis 10, 12, 14, 15 und 16 genannt werden, insofern die von ihnen geregelten Bereiche unter den Zuständigkeitsbereich der Region fallen.»

Art. 2 - Artikel R.88 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.88 - Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die der Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe gehören, werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen folgende Bestimmungen beauftragt:

1° das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

2° diejenigen, die in Artikel D.394 § 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft genannt werden;

3° die Erlasse zur Ausführung des unter 1 genannten Gesetzes und des unter 2 genannten Artikels.»

Art. 3 - Artikel R.89 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.89 - Die Forstbeamten des höheren Dienstes und die Forstbediensteten nach Artikel 2 § 1 und § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen sowie die Bediensteten der Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen folgende Bestimmungen beauftragt:

1° das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

2° das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

3° die Erlasse zur Ausführung des unter 1 genannten Gesetzes und des unter 2 genannten Dekrets.»

Art. 4 - In Teil VIII Kapitel I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel R.89bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. R.89bis - Die statutarischen oder Vertragspersonalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung, denen in Anwendung von Artikel 56 des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008 die Eigenschaft als Förster zuerkannt wird, sind damit beauftragt, als Gerichtspolizeioffizier die gesamten Verstöße zu ermitteln und festzustellen, die sie gemäß Artikel D.140 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Forstgesetzbuches und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd ermitteln und feststellen können.»

Art. 5 - Artikel R.90 desselben Buches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.90 - Die Forstbeamten des höheren Dienstes und die Forstbediensteten, genannt in Artikel 2 § 1 und § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen, werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen folgende Bestimmungen beauftragt:

1° das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

2° das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

3° Artikel 7 § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, in einem nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiet im Sinne von Artikel 25 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

4° das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

5° das Umweltgesetzbuch, einschließlich des vorliegenden Buches und des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

6° das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

7° die Erlasse zur Ausführung der unter Ziffern 1 bis 6 genannten Gesetze, Dekrete und Gesetzbücher.»

Art. 6 - Artikel R.93ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 2015, wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

«Die in Absatz 1 genannten Bediensteten werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen die in Artikel D.396 Ziffer 1 und 2, Artikel D.397 und Artikel D.398 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehenen Bestimmungen beauftragt.»

Art. 7 - In Teil VIII Kapitel I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel R.93quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. R.93quater - Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die der Abteilung Beihilfen gehören, sowie diejenigen, die der Abteilung Landwirtschaft gehören, werden mit der Ermittlung und Feststellung der in Artikel D. 396 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft genannten Verstöße beauftragt.»

Art. 8 - In Artikel R.94 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 2015, wird Absatz 2 um einen wie folgt verfassten Gedankenstrich ergänzt:

«- die landwirtschaftlichen Rechtsvorschriften.»

Art. 9 - In Artikel R.110 Ziffer 6 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 und 17. Dezember 2015 werden die Wörter "Verstöße gegen das Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei" durch "Verstöße gegen das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen" ersetzt.

Art. 10 - In Teil VIII Kapitel IV desselben Gesetzbuches wird ein Artikel R.112bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. R.112bis - Die Zahlung mittels eines elektronischen Kartenterminals kann jeder Person vorgeschlagen werden. Im Falle einer Zahlung durch Kreditkarte gehen die zusätzlichen, mit der Zahlung verbundenen Bankgebühren zu Lasten des Zuwiderhandelnden.»

Art. 11 - Artikel R.114 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 und vom 5. Februar 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° im ersten Gedankenstrich werden die Wörter "und R.93ter" durch ", R93ter und R.93quater" ersetzt;

2° im zweiten Gedankenstrich werden die Wörter "und R.93ter" durch ", R93ter und R.93quater" ersetzt;

Art. 12 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Einfügung eines Teils VIII in den verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 13 - Der Minister für Umwelt und der Minister für Landwirtschaft, Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203462]

23 JUNI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de aanwijzing van personeelsleden vaststellers inzake bodems, pesticiden, landbouw en riviervisserij

De Waalse Regering,

Gelet op boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.139, 4^o, D.140, §§ 1 en 2, tweede lid, 3^o, en D.159, § 1, vierde lid;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen op 17 juni 2015;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke regeringen en de Federale overheid, gepleegd op 15 juli 2015;

Gelet op het advies nr. 59.274/4 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juni 2016;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D.390, D.396 tot D.398;

Overwegende dat de bevoegdheden van sommige personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aangevuld moeten worden i.v.m. de opsporing en de vaststelling van overtredingen van de bepalingen van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

Overwegende dat het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren in werking is getreden op 1 januari 2016; dat dat decreet het repressieve kader inzake visserij gedeeltelijk heeft gewijzigd; dat, om elke discussie te voorkomen inzake de bevoegdheid van de personeelsleden van het Departement Natuur en Bossen en van de personeelsleden van het Departement Politie en Controles, het noodzakelijk is te bevestigen dat ze bevoegd zijn om op te treden in de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie wat die aangelegenheid betreft; dat die bevestiging zo snel mogelijk moet geschieden om elke juridische onzekerheid te voorkomen en om een eventueel gebrek aan vervolgingen op dat vlak te verhelpen;

Overwegende voor het overige dat het met het oog op de vereenvoudiging van de procedures past om die hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie uit te breiden tot alle aangelegenheden waarvoor ze bevoegd zijn;

Overwegende dat hun bevoegdheid ook bevestigd moet worden wat betreft de regelgeving op de pesticiden, waarvoor ze al bevoegd zijn overeenkomstig de wet op het natuurbehoud;

Overwegende, tot slot, dat ze ertoe gemachtigd moeten worden bankkosten te innen i.v.m. de transactie wanneer de overtreder kiest voor de elektronische betaalwijze voor de onmiddellijke inning;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu en van de Minister van Landbouw, Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel R.87 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2012, 24 oktober 2013 en 5 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 9^o wordt opgeheven;

b) onder punt 13^o worden de woorden "inzake de bescherming en het welzijn der dieren" vervangen door de woorden "inzake leefmilieu, wat betreft de bepalingen bedoeld bij of krachtens artikel D.155bis, inzake de bescherming en het welzijn der dieren en inzake landbouw";

c) punt 14^o wordt vervangen als volgt :

« 14^o het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer; »;

d) het wordt aangevuld met de punten 15^o, 16^o en 17^o, luidend als volgt :

« 15^o het Waalse landbouwwetboek;

16^o het decreet van 10 juli 2013 tot invoering van een kader om te komen tot een pesticidengebruik dat verenigbaar is met duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

17^o de besluiten tot uitvoering van de wetten en decreten bedoeld onder de punten 1^o tot 10^o, 12^o, 14^o, 15^o en 16^o voor zover de materies waarop ze betrekking hebben onder de bevoegdheid van het Gewest vallen. »

Art. 2. Artikel R.88 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.88. De personeelsleden van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die onder het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen ressorteren, worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van :

- 1° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;
- 2° bedoeld in artikel D. 397, § 4, van het Waalse landbouwwetboek;
- 3° de besluiten tot uitvoering van de wet en van het artikel bedoeld onder 1° en 2°. ».

Art. 3. Artikel R.89 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.89. De bosbeambten en -aangestelden, bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen alsook de personeelsleden van de Directie stroperijbestrijding en verontreinigingsstrafrecht van het Departement Politie en Controles, worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van :

- 1° de wet van van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 2° het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;
- 3° de besluiten tot uitvoering van de wet en van het decreet bedoeld onder 1° en 2°. »

Art. 4. In Deel VIII, Hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel R.89*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. R.89*bis*. Het statutaire of contractuele personeel van de diensten van de Waalse Regering dat de hoedanigheid van boswachter heeft overeenkomstig artikel 56 van het Boswetboek van 15 juli 2008, is, als officier van de gerechtelijke politie, bevoegd voor de opsporing en de vaststelling van het geheel van de overtredingen die het kan opsporen en vaststellen krachtens artikel D.140, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek, het Boswetboek en de jachtwet van 28 februari 1882. »

Art. 5. Artikel R.90 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.90. De bosbeambten en -aangestelden, bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op het Departement Natuur en Bossen, worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van :

- 1° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;
- 2° de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;
- 3° artikel 7, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, in gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn in de zin van artikel 25, tweede lid, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie;
- 4° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 5° het Milieuwetboek, met inbegrip van dit Boek en van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 6° het decreet van 10 juli 2013 tot invoering van een kader om te komen tot een pesticidengebruik dat verenigbaar is met duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;
- 7° de besluiten tot uitvoering van de wetten, decreten en wetboeken bedoeld onder de punten 1° tot 6°. »

Art. 6. Artikel R.93*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 februari 2015, wordt aangevuld met volgend lid :

« De personeelsleden bedoeld in het eerste lid worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van de bepalingen waarin de artikelen D.396, 1° en 2°, D.397 en D.398 van het Waalse landbouwwetboek voorzien. »

Art. 7. In Deel VIII, Hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel R.93*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. R.93*quater*. De personeelsleden van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die onder het Departement Steun en onder het Departement Landbouw ressorteren, worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van artikel D.396, 3°, van het Waalse landbouwwetboek. »

Art. 8. In artikel R.94 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 februari 2015, wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« - de landbouwwetgeving. »

Art. 9. In artikel R.110, 6°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2009 en 17 december 2015, worden de woorden "van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij" vervangen door de woorden "van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren".

Art. 10. In Deel VIII, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel R.112*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. R.112*bis*. Aan elke persoon kan voorgesteld worden om langs de elektronische weg te betalen. In geval van betaling per kredietkaart, worden de bijkomende bankkosten voor de transactie door de overtreder gedragen. »

Art. 11. In artikel R.87 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2009 en 5 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° na het eerste streepje worden de woorden "en R.93*ter*" vervangen door de woorden ", R.93*ter* en R.93*quater*";

2° na het tweede streepje worden de woorden "en R.93ter" vervangen door de woorden ", R.93ter en R.93quater";

Art. 12. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot invoeging van een deel VIII in het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Landbouw, Natuur en Landelijke Aangelegenheden zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203464]

**23 JUNI 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Dinant**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Dinant du 27 octobre 2015 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 24 mars 2016;

Considérant que la commune de Dinant ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Dinant est approuvé pour une période de dix ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre de la Ruralité.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203464]

**23. JUNI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung der Gemeinde Dinant**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 1, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderats von Dinant vom 27. Oktober 2015 zur Genehmigung des Entwurfs eines gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 24. März 2016;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Dinant nicht in der Lage ist, die Kosten der notwendigen Anschaffungen und Arbeiten alleine zu tragen;